



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Flux migratoires vers le Royaume-Uni

Question au Gouvernement n° 4403

Texte de la question

FLUX MIGRATOIRES VERS LE ROYAUME-UNI

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Pont.

M. Jean-Pierre Pont. J'associe mes collègues Jacqueline Maquet et Christophe Leclercq à la question que j'adresse à M. le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin.

Boris Johnson, Premier ministre de la perfide Albion, ne s'estime pas satisfait du travail ingrat, souvent humainement difficile et périlleux, que nos gendarmes, policiers, marins, sauveteurs en mer, bénévoles, maires et élus des côtes françaises de la Manche sont dans l'obligation d'effectuer jour et nuit, depuis une vingtaine d'années, pour empêcher des milliers de migrants de passer en Grande-Bretagne.

Les autorités britanniques déclarent que les Français laissent encore trop de ces malheureux migrants traverser la Manche. Elles considèrent – quelle expression scandaleuse ! – « ne pas en avoir pour leur argent ». En effet, des accords signés en 2020 augmentent la participation britannique à toutes les opérations que j'ai évoquées de 63 millions d'euros en faveur de la France. Pourtant, les Britanniques refusent aujourd'hui de régler cette somme, reniant, là encore, leurs engagements, comme ils les renient s'agissant de la pêche française et des accords du Brexit.

Ils oublient qu'un nouvel afflux massif de migrants a fait passer le nombre de tentatives d'entrée en Grande-Bretagne d'environ 15 000 en 2020 à plus de 31 000 pour les neuf premiers mois de cette année. Ces migrants, que la France empêche de traverser la Manche, à la demande expresse de la Grande-Bretagne, restent pour la plupart sur notre territoire, créant de graves problèmes, souvent insolubles, pour les municipalités du littoral de la Manche, en particulier celles du Pas-de-Calais.

Ne faisant plus partie de l'Union européenne, les Anglais ne respectent aucun de leurs engagements. N'est-ce pas l'occasion pour notre gouvernement de cesser immédiatement d'organiser sur notre propre territoire, pour le compte égoïste du Royaume-Uni, la protection des frontières de ce pays ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, vous connaissez bien cette question et vous êtes vous-même élu dans le Pas-de-Calais, dans une circonscription frontalière, si j'ose dire, avec la Grande-Bretagne.

Depuis vingt ans, dans la région des Hauts-de-France, mais désormais aussi, de plus en plus, en Normandie et jusqu'à la Bretagne, des migrants essayent de traverser la Manche pour rejoindre la Grande-Bretagne. Je veux

d'abord dire que ces migrants sont bien sûr issus en grande partie de l'immigration que nous connaissons au sud de l'Europe, mais qu'ils viennent aussi de Belgique – 50 % des migrants qui se présentent à Calais et à Dunkerque arrivent de ce pays.

Ensuite, j'insiste sur le fait que nous avons besoin d'avoir avec nos amis anglais – puisque ce sont nos amis et nos alliés – des relations équitables, équilibrées et de bonne intelligence. C'est pour cela que, lorsque nous avons négocié l'accord qui nous a permis d'obtenir environ 63 millions d'euros supplémentaires pour protéger la frontière, côté français, au nom des Anglais – notre tunnel, nos ports –, et pour empêcher le passage des *small boats* – ces bateaux qui mènent à la mort une grande partie des migrants que nous devons protéger contre eux-mêmes, si j'ose dire –, nous avons rappelé à nos amis britanniques, qui nous demandaient d'être plus performants, qu'ils devaient tenir leurs promesses.

Hier soir, la ministre britannique m'a écrit pour me dire qu'elle allait verser l'argent promis par l'accord. Je m'en félicite. La promesse faite est donc tenue : je ne doutais pas que les Anglais étaient des femmes et des hommes d'honneur.

Enfin, nous devons absolument négocier un traité européen, puisque l'accord du Brexit de M. Barnier ne l'a pas prévu... (*Exclamations prolongées sur les bancs du groupe LR.*) C'est la stricte vérité et ce n'est pas très grave ! Nous devons négocier un accord entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne. Ce qui n'a pas été fait précédemment, nous le ferons ! (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Pont](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (5^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4403

Rubrique : Immigration

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 octobre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 octobre 2021](#)